



AMERIQUE/PEROU - Selon les Evêques, la violence ne peut constituer un moyen pour parvenir au développement des peuples

Lima (Agence Fides) – Face à certains épisodes douloureux intervenus le mardi 3 juillet, la Conférence épiscopale péruvienne (CEP) a lancé un nouvel appel à tous les acteurs du conflit afin qu'ils mettent de côté les discours incitant à la violence, évaluent la force employée pour contrôler les affrontements et réfléchissent ensemble aux solutions communes et en particulier qu'ils renoncent à la violence comme moyen pour atteindre les objectifs d'une communauté ou d'un peuple. Dans le communiqué intitulé « la violence ne peut constituer un moyen pour parvenir au développement des peuples », envoyé à l'Agence Fides, la Conférence épiscopale revient sur les graves épisodes intervenus le 3 juillet dans la zone de Cajamarca (au nord du Pérou) où la population manifeste contre la réalisation du projet minier Conga, épisodes qui ont fait des morts et des blessés (voir Fides 04/07/2012). Dans ce communiqué, les Evêques rappellent également que la vie humaine est une valeur suprême et doit être protégée et privilégiée par tous. Les Evêques sont attristés par la mort violente des personnes impliquées dans ce conflit et demandent aux parties en cause de « reprendre le dialogue comme seule voie pour résoudre de manière rationnelle et pacifique les conflits ». En conclusion, l'Eglise se met à disposition afin de jouer un rôle de médiateur et pour ramener le calme, parce que « l'Eglise annonce la valeur de la vie et le respect des droits fondamentaux de l'homme, promeut le respect envers la nature ainsi qu'une culture de paix et de dialogue ». Le communiqué porte la signature du Président de la CEP, S.Exc. Mgr Salvador Piñero García-Calderón, Archevêque métropolitain d'Ayacucho.

Un nouvel affrontement entre la police et des manifestants contraires au projet minier Conga a eu lieu le 4 juillet dans la ville de Cajamarca, bien que celle-ci se trouve dans l'une des trois provinces de la région dans lesquelles l'Etat d'urgence a été proclamé. Selon les informations fournies par la Radio catholique Onda Azul à l'Agence Fides, l'affrontement d'hier, 4 juillet, a eu lieu vers 09h00 locales lorsque la police a cherché à disperser un groupe de personnes qui s'était rassemblé à l'extérieur de la Cathédrale de Cajamarca. Les forces de l'ordre ont dû faire usage de gaz lacrymogènes afin de disperser les manifestants qui ont répondu par des jets d'objets tels que des bouteilles de verre. Il faut rappeler qu'à cause de l'Etat d'urgence proclamé dans cette zone, certaines garanties constitutionnelles relatives à la liberté personnelle et à la sécurité telles que l'inviolabilité du domicile et la liberté de réunion et de transit ont été suspendues. (CE) (Agence Fides 05/07/2012)